

Les Etats généraux de l'économie sociale et solidaire

Claude Alphanféry a été à l'initiative, avec Stéphane Hessel et Edgar Morin, des Etats Généraux de l'Economie Sociale Solidaire qui se sont tenus à Paris autour du 18 juin. Pour faire entendre les voix de ceux qui non seulement s'indignent, mais résistent et agissent.

Entretien avec **Claude Alphanféry**, ancien résistant français, banquier, économiste, président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique. Propos recueillis par **Lucien Farhi**

Pratiques : *Claude Alphanféry, vous avez offert à la revue Pratiques l'opportunité de participer aux Etats généraux de l'ESS que vous animez. Pouvez-vous expliquer en deux mots à nos lecteurs le sens de cette initiative ? Et pour commencer par le commencement, peut-être vous présenter à ceux d'entre eux qui n'ont pas la chance de vous connaître ?*

Claude Alphanféry : Bien d'entre vos lecteurs auront, j'imagine, du mal à déceler le fil rouge d'une existence qui leur paraîtra tissée de contradictions : engagé à 18 ans dans la Résistance, président du comité de Libération de la Drôme en 1944, puis haut fonctionnaire des Finances, membre du parti communiste, banquier par la suite, et enfin, retour à des préoccupations d'intérêt général au titre de Président du Conseil national de l'insertion par l'activité économique et surtout de France Active, un réseau de quarante structures régionales mobilisant un millier de bénévoles pour aider à la création ou la consolidation de quelque 10 000 emplois par an. Une espèce de franc-tireur, en quelque sorte. D'où l'adéquation à ce concept de l'économie sociale et solidaire, une association elle aussi apparemment incongrue de termes contradictoires, concept dans lequel je me sens à l'aise, pour promouvoir une autre approche de l'économie, loin de la toute puissance des marchés financiers et du mépris accordé au travail par un capital rivé à l'obtention de taux de rentabilité déconnectés de l'économie réelle.

Pourquoi ces Etats généraux, me demandez-vous : tout simplement pour faire entendre une voix – une voie ? – différente, cela dit sans arrogance aucune : nous ne prétendons pas à LA solution de l'ensemble des problèmes, mais simplement affirmer, pour ceux qui veulent bien nous y accompagner, que des chemins parallèles existent, qu'ils peuvent amener des réponses opérationnelles à des pans entiers de la société, que la solidarité entre individus peut être génératrice d'autant, si ce n'est davantage, d'efficacité économique qu'une concurrence effrénée, que l'exemple peut être contagieux...

Mais n'y a-t-il pas une contradiction fondamentale entre des concepts tels que ceux d'économie et de solidarité ? Comment la résolvez-vous ?

Pourquoi contradiction ? L'économie n'est jamais

que l'allocation de facteurs rares en vue d'atteindre un objectif déterminé. C'est par un profond dévoiement que l'on se donne pour objectif l'enrichissement personnel d'une minorité de privilégiés au détriment du plus grand nombre. En clair, il s'agit de remettre à l'endroit ce qui a été indûment déplacé à l'envers.

Vous avez, par ailleurs, lancé les débats des Etats généraux dans l'ancienne Bourse de Paris à Brongniart le 17 juin au soir avec deux de vos amis : Edgar Morin et Stéphane Hessel. De quelle manière participent-ils à votre démarche ?

Après avoir participé tous trois à la Résistance, nous avons eu de nombreux engagements communs. Edgar Morin a été pour moi un maître à penser et l'autorité morale de Stéphane Hessel m'a beaucoup guidé. De leur côté, je pense que c'est très naturellement qu'ils adhèrent, s'intéressent, participent à ce grand mouvement pour une autre économie. J'en profite pour vous informer que ces Etats généraux ont fait l'objet, le 9 juin 2011, d'une conférence de presse animée par Michel Rocard et Jean-Paul Delevoye, à la corbeille du Palais Brongniart sur le thème, un brin provocateur : « Célébrer d'autres valeurs »

Les Etats généraux étaient précédés par l'écriture de Cahiers d'Espérance, reposant tous sur un trépied : l'indignation d'abord, l'expérimentation ensuite, le développement enfin. Ce qui frappe c'est l'insistance que vous mettez sur les deux dernières étapes.

Vous avez mis le doigt sur l'élément fondamental de ma démarche. Il faut éviter à tout prix de se cantonner à l'émotion qui naît du spectacle de l'injustice. Comme le dit mon ami Patrick Viveret : résister à des choses qui nous indignent c'est bien, mais la résistance, si l'on n'expérimente pas, si l'on ne prend pas d'initiatives, se réduit à des règlements de comptes. Et les expérimentations, à leur tour, si elles ne partent pas d'une vision, ne sont que pragmatiques. Et enfin, si la vision elle-même ne s'appuie pas sur l'expérimentation, elle demeure une utopie. Résistance, Expérimentation, Vision : le REV... !

Dans cet esprit, les Cahiers ont-ils répondu à votre attente ?

Dans l'ensemble, oui. Je me félicite du nombre

considérable de réponses : 305 Cahiers reçus, dont une centaine sont collectifs et synthétisent en fait plusieurs Cahiers individuels. Soit un total de 600 Cahiers de base. Tous sont d'une qualité remarquable, même si les trois étapes exigées n'ont pas toujours été intégralement respectées. L'indignation prédomine, mais l'ensemble constitue une mine incroyablement féconde de propositions concrètes.

Entrons dans le vif du sujet. Les Cahiers d'espérances sont répartis selon dix thèmes. Avez-vous reçu des réponses pour l'ensemble d'entre eux ?

Seul le thème « Renouvellement des générations » n'a pas fait l'objet de création d'un groupe de travail. En revanche, la séance du dimanche 19 juin au matin était consacrée à une réunion sur le thème « Que pensent les jeunes de la société actuelle et de celle à venir ». Le débat était animé par J.-L. Laville et B. Marie. En amont, avec la participation de plusieurs organisations concernées (JOC, UNEF, Mutuelles étudiantes etc.), nous avons préparé le débat en posant la question : « Comment sortir de cette société déséquilibrée qui fonctionne mal » ?

Parmi les thèmes traités, l'un d'entre eux nous concerne au premier chef, bien évidemment : « Soigner et prévenir ». Pourquoi avoir retenu ce thème, quelle efficacité perdrait ce qui relève de la santé sans l'ESS ?

Est-ce vous, à *Pratiques*, qui posez cette question ? Si les industriels avaient été animés par un esprit de solidarité et non de lucre, aurait-on mis des dizaines d'années à bannir les technologies basées sur l'amiante, avec leur cortège de victimes ? Etre

solidaires, c'est prévenir autant que guérir. Ce qu'il nous faut donc démontrer, c'est que le bilan économique d'une bonne prévention est supérieur à celui du traitement du mal lorsqu'on l'a laissé se développer. Et là, il me semble que nombre de Cahiers d'espérance déposés au sein du groupe Soigner/Prévenir en ont bien intégré la nécessité.

Poursuivons sur un exemple concret. *Pratiques*, la première, a, en 1977, alerté l'opinion sur les dangers potentiels du Médiateur®. Trente-quatre ans plus tard, plusieurs centaines de morts sur la conscience n'empêchent pas le fabricant d'être devenu milliardaire aux frais de la Sécu, cependant que *Pratiques*, qui refuse toute publicité des labos ou autres, en est réduite à se battre quotidiennement pour survivre, à l'euro près. Croyez-vous que l'ESS puisse contribuer à promouvoir un modèle financier et éthique permettant à l'information de santé publique d'accomplir sa mission dans des conditions pérennes et décentes ?

Je veux le croire, en effet, mais c'est à vous tous, membres de ce groupe, d'en amener la démonstration. Les centaines de millions d'euros que devrait entraîner l'indemnisation des victimes du produit que vous citez ne pourront pas ne pas faire réfléchir quant aux modalités de financement par la collectivité de contre-pouvoirs dans l'information médicale, indépendants de l'industrie du médicament. C'est un exemple parfait de la suprématie de l'ESS sur le modèle d'une concurrence dévoyée. N'avez-vous pas, vous mêmes à *Pratiques*, plaidé pour la dévolution de fonds propres aux organes de presse intervenant dans le secteur de la santé et non financés par la publicité ?

Il n'y a pas que l'information. D'autres initiatives, parmi les Cahiers de Soigner et prévenir – Maisons de santé de quartiers, Maisons de la mutualisation, cellules de prévention des risques psychosociaux, etc. –, font bien ressortir combien la santé relève d'une approche globale impliquant aussi bien les conditions de vie que de travail de la population. Ces initiatives ne trouvent aujourd'hui que des financements précaires. Il est clair que la guérison par le médicament prime sur les mesures de prévention des risques sociaux, malgré les effets délétères de ces derniers sur la santé. N'y a-t-il pas là matière à réflexion pour les économistes ? De quelle manière l'ESS pourrait-elle contribuer à l'émergence d'autres référentiels de calcul en la matière ?

L'ESS n'a pas l'ambition de révolutionner le calcul économique. Mais si les économistes voulaient bien s'emparer du thème, c'est bien volontiers que nous leur offririons le terrain d'observation

« Résister à des choses qui nous indignent c'est bien, mais la résistance, si l'on n'expérimente pas, si l'on ne prend pas d'initiatives, se réduit à des règlements de comptes. »

.../...

La rencontre du palais Brongniart : un bilan

5000 participants
70 intervenants
400 Cahiers d'espérances
44 initiatives présentées dans le village de l'innovation sociale
7 projections films/débats
Plus de 70 artistes sur site
1 grand concert solidaire « solidarités au féminin »
12 régions présentes sur site

Et la conclusion de Claude Alphandéry :

« Une alliance pour une autre économie doit pouvoir être nouée entre les personnes et les organisations qui participent aux Etats généraux. A travers elle, il ne s'agit pas de créer une nouvelle organisation mais de porter et mettre en œuvre collectivement des actions communes telles que : une loi-cadre sur l'ESS, poursuite des débats dans tous les territoires et élaboration de propositions entre les régions, l'organisation d'événements citoyens au printemps 2012, l'approfondissement des Cahiers d'espérances. ».

.../... adéquat. Tout le monde sait bien, par exemple, que les systèmes de prix sont faussés, car ne tenant pas compte des déséconomies engendrées par les pollutions, les maladies professionnelles, les inégalités sociales de santé.

Et pour terminer, sur le point d'orgue de ces Etats généraux, les rencontres des 17, 18 et 19 juin au Palais Brongniart ? Comment les avez-vous conçues ? Point final ou début d'une nouvelle phase ? Et dans ce cas, qu'attendez-vous éventuellement de Pratiques ?

Vous pouvez retrouver la version longue de cet article sur le site de Pratiques.

D'abord, une rencontre festive ! Mais aussi, prendre conscience, par le simple fait de cette réunion, de la force que nous représentons, d'ores et

déjà. Faire naître de nouvelles idées en prenant connaissance des initiatives des uns et des autres. Et, bien sûr, ne pas s'arrêter en si bon chemin : dégager ensemble nos objectifs pour demain et les voies pour y parvenir. Faire entrer l'économie sociale et solidaire dans le débat public.

Pratiques ? Une rencontre heureuse, du moins en ce qui me concerne ! Oui, je, nous, comptons sur vous pour nous accompagner au cours de l'année à venir. Nous resterons attentifs à vos analyses, guetterons vos propositions. N'oublions pas que 2012 sera une année cruciale pour les décideurs : l'ESS aura à cœur de montrer son dynamisme, faire en sorte que l'on compte désormais avec nous, donc aussi... avec *Pratiques* ! ■

« Liberté, égalité, santé : l'heure des choix ! »

Sous ce titre, le Comité Fédéral Régional de la Mutualité Fonction Publique * Ile-de-France organise un colloque samedi 22 octobre 2011 de 14 h à 17 h 30 au Siège de l'Université Paris Descartes (12, rue de l'Ecole de Médecine, M° Odéon)

Les objectifs de cette rencontre sont principalement de :

- ▼ Contribuer à l'ouverture d'un large débat public sur les questions de santé et de protection sociale afin qu'elles pèsent avant les élections de 2012, en synergie avec les sorties à l'automne du Livre blanc de la Sécurité Sociale par la Mgen, d'un *Manifeste des 123 pour une santé égalitaire et solidaire* (initié principalement par André Grimaldi, Frédéric Pierru, Didier Tabuteau...) et avec les initiatives de la Mutualité Française, en affirmant simultanément les valeurs de la Mutualité Fonction Publique en matière de défense de la Sécurité sociale et des services publics...
- ▼ Dresser un bilan de la situation dégradée autant dans le secteur hospitalier (impact des mesures affectant tous les services publics et gestion inspirée des logiques marchandes), que dans l'accès aux soins de proximité (nombre croissant de spécialistes pratiquant des dépassements d'honoraires, et apparition de déserts médicaux), dans l'accroissement du poids des intérêts privés dans le choix de santé (en particulier dans le domaine pharmaceutique qui occupe l'actualité médiatique) et plus globalement en matière de protection sociale avec la poursuite des désengagements de la couverture de base par la Sécurité sociale... le tout générant un accroissement des inégalités sociales de santé.
- ▼ Mettre particulièrement en évidence la nécessité de préserver et développer des services publics performants pour l'égalité d'accès à des soins de qualité pour tous, et plus globalement pour une politique de santé reposant sur une approche solidaire et non marchande du développement social et humain, prenant en compte les multiples facteurs, éducatifs, sociaux, professionnels, environnementaux... qui concourent à la santé.

Une table-ronde associera notamment :

- Axel Kahn, Président de l'Université Paris Descartes, généticien, médecin, auteur de nombreux ouvrages, ancien membre du Comité consultatif national d'éthique, ancien Président du groupe des experts en Sciences de la vie auprès de la Commission européenne.
- André Grimaldi, diabétologue, chef de service à La Pitié-Salpêtrière, auteur de nombreux ouvrages, notamment de *L'Hôpital malade de la rentabilité* et l'un des initiateurs du Mouvement de Défense de l'Hôpital Public.
- Frédéric Pierru, sociologue, docteur en sciences politiques, chargé de recherches au CNRS, auteur notamment de *Hippocrate malade de ses réformes*.
- Pierre Volovitch, économiste, animateur de « l'Observatoire de l'Environnement Mutualiste » Mgen.
- Martine Lalande, médecin généraliste, rédactrice à *Pratiques*.

Animée par Ingrid Mercxx, de la rédaction de l'hebdomadaire *Politis*, la table-ronde sera suivie de débats.

Contact (entrée libre mais réservation conseillée) :

colloqueoctobre@mfp.fr

ou par courrier à MFP, Comité Fédéral Régional IDF (Anna Bernard), 62, Rue Jeanne d'Arc 75640 PARIS Cedex 13

* La Mutualité Fonction Publique (www.mfp.fr) est une Union de mutuelles au sein de la Mutualité Française, associant 17 mutuelles couvrant tous les secteurs des trois fonctions publiques avec 4 millions d'adhérents actifs et retraités (7 millions de personnes protégées au titre du régime complémentaire, dont 5 millions au titre du régime obligatoire de Sécurité sociale). Parmi les plus importantes de ces mutuelles, par ordre décroissant du nombre d'adhérents : Mgen, MNH (hospitaliers), MNT (territoriaux), MGEFI (finances), Intériale (intérieur, police...)